

# Le débat



## LES RICHES ONT-ILS PRIS LE POUVOIR ?

Pour le journaliste et essayiste Jean-Louis Servan-Schreiber, le <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle marque la victoire économique et idéologique des plus fortunés. L'économiste ultralibéral Pascal Salin y voit plutôt celle de l'Etat, qui, par son emprise fiscale, bride la création de richesse. Constat de divergence totale.

### LES PROTAGONISTES

**Jean-Louis Servan-Schreiber (à droite).** Cofondateur avec Jean Boissonnat de *L'Expansion*, président de la branche française de l'ONG Human Rights Watch, il vient de publier *Pourquoi les riches ont gagné* (Albin Michel).

**Pascal Salin (à gauche).** Un des rares économistes français ouvertement ultralibéral, voire libertarien, inspiré entre autres par l'école autrichienne. Professeur à Paris-Dauphine, il dénonce le niveau confiscatoire des impôts dans son dernier ouvrage, *La Tyrannie fiscale* (Odile Jacob).

**L'Expansion.** M. Servan-Schreiber, dans votre dernier livre, vous démontrez la victoire non seulement politique et économique mais aussi idéologique des riches. M. Salin, vous contestez cette interprétation en montrant que les riches sont davantage taxés que par le passé. Qui croire ?

**Jean-Louis Servan-Schreiber.** Le phénomène n'est pas nouveau. Il prend racine au début des années 80, avec l'arrivée des pouvoirs libéraux en Grande-Bretagne (Margaret Thatcher) et aux Etats-Unis (Ronald Reagan). Parallèlement, les Etats – en particulier européens – commencent à se paupériser et perdent les marges de manœuvre nécessaires pour exercer une régulation économique à même de corriger le développement des inégalités. Les conditions techniques du fonctionnement de l'argent se desserrent aussi à l'échelon mondial. Et, enfin, le basculement de l'autre moitié du monde dans le système capitaliste parachève cette grande mutation. Compte tenu de ces phénomènes presque concomitants, les riches ne pouvaient que gagner



la partie. Economiquement, mais aussi idéologiquement. Ils n'ont plus d'adversaires. Les campagnes électorales peuvent susciter des sorties du genre « Je n'aime pas les riches », puis, assez rapidement, les tentatives d'imposition spécifique des riches avortent et aboutissent à un compromis, un mot d'ailleurs utilisé par François Hollande dans sa conférence de presse. Plus personne ne cible les riches comme ennemi n° 1. La victoire est totale, par abandon.

**Pascal Salin.** D'abord, je conteste l'idée même d'une victoire des riches, du triomphe d'une catégorie de personnes sur une autre. Cela relève d'une approche collectiviste. La société ne se compose pas de groupes sociaux, mais d'un ensemble d'individus distincts. Ensuite, parler de victoire des riches laisse entendre qu'il y aurait une guerre entre les différentes catégories. Or une société libre et libérale repose sur l'harmonie des intérêts entre personnes différentes par nature. Toute votre thèse assimile la victoire du capitalisme avec celle des riches. Erreur. Pour reprendre une idée de l'économiste péruvien Hernando de Soto, nous vivons la victoire non des riches mais d'une oligarchie protégée par l'Etat. S'il y a une victoire, c'est celle de l'Etat : les prélèvements obligatoires augmentent partout, souvent sous le prétexte de l'égalitarisme, ainsi que les réglementations. En France, il suffit de regarder le volume atteint par le Code du travail pour s'en apercevoir.

**J.L.S.S.** Vous semblez dire qu'il n'y a pas eu de guerre des

classes. Mais si ! Simpliste à bien des égards, la théorie marxiste a structuré le rapport entre le capital et le travail. Même le milliardaire Warren Buffett l'admet en ces termes : « Oui, il y a une guerre des classes, et nous l'avons gagnée. » Gagnée par défaut. Avec 12 % d'ouvriers, on ne peut plus parler de classe ouvrière. Quant à la classe moyenne, elle ne veut pas déclarer la guerre aux possédants. Et puis, surtout, il n'y a plus d'autres idées en fonction pratique dans le monde que celles d'un système capitaliste libéral.

**P.S.** Mais il n'y a pas de système capitaliste. C'est un pseudo-capitalisme. Les entreprises sont formellement privées, mais l'intervention étatique, fiscale et réglementaire dans tous les contrats remet en cause la liberté et la propriété, fondements du capitalisme.

**Mais alors, dans quel pays le vrai capitalisme existe-t-il ?**

**P.S.** Malheureusement peu. Il y a Singapour ou encore l'Estonie, qui a introduit la *flat tax* [l'impôt proportionnel intégral] avec succès. Et, dans une certaine mesure, la Chine. La croissance y est tirée surtout par l'épargne, que les ménages doivent eux-mêmes se constituer. L'absence d'Etat providence représente une incitation à l'épargne, et donc un facteur d'investissement. Bien sûr, le parti exerce une tutelle omniprésente. Sur le long terme, je ne crois pas que cela tienne. Un régime communiste peut donc être compatible avec un certain degré de capitalisme, mais, par ailleurs, la ➤

## Le débat LES RICHES ONT-ILS PRIS LE POUVOIR ?

➤ démocratie ne suffit pas pour garantir la liberté.

**J.L.S.S.** Le régime chinois se rapproche de la France de Guizot. Un capitalisme naissant avec d'énormes besoins d'équipement, avec des fortunes privées rapides, grâce à une main-d'œuvre exploitée. Il va subir les transformations nécessaires faites de concessions salariales pour assurer la paix sociale, comme en Europe, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est donc un capitalisme archaïque.

**Pour revenir aux riches, que faut-il penser de la théorie du ruissellement, selon laquelle l'enrichissement de quelques-uns profite au plus grand nombre par la magie de leur épargne, de leur consommation, de leur goût du risque ?**

**P.S.** Je crois aux relations contractuelles entre les gens. L'entreprise est un ensemble de contrats où les deux parties sont gagnantes. Les gains des uns et des autres sont simultanés, et il n'y a donc pas de ruissellement. L'entrepreneur et le salarié ont un intérêt réciproque et symétrique à la réussite des deux. Les économistes ont prouvé que la productivité du travail est d'autant plus grande que le capital est abondant. Et inversement.

**J.L.S.S.** Pardon d'être si abrupt, mais cette théorie du ruissellement est une foutaise, une invention conçue par ceux qui avaient un intérêt à la propager. La prospérité des riches, disent-ils, finira par atteindre la base de l'échelle, comme ces coupes de champagne empilées en forme de pyramide et qui se remplissent quand débordent celles du sommet. Cette loi physique ne fonctionne pas en économie pour une raison simple : il n'y a pas assez de riches pour cela. Ils peuvent consommer des produits de luxe, voyager en permanence, dépenser sans compter, ils ne vont pas irriguer par leur train de vie tout le reste de la population. Dans une société, les riches représentent seulement 1 % de la population. En revanche, il existe un autre ruissellement : celui des grandes entreprises, dont la prospérité et la richesse se



répandent sur leur environnement : clients, sous-traitants, salariés...

**S'il n'existe plus de conscience de classe chez les pauvres, en existe-t-il une chez les riches ?**

**J.L.S.S.** Les riches ont une conscience d'intérêts communs, pas une conscience de classe. En fait, il faut savoir que le millionnaire *next door*, le piéton de la richesse avec « seulement » 1 million de dollars, n'a rien à voir avec les supermillionnaires. Cette pyramide ne peut pas faire émerger une vraie conscience de classe. Ce groupe hétérogène ne pense pas pareil. Par exemple, sur l'imposition du capital, il y a des diver-

gences inattendues : les « simples » millionnaires veulent y échapper, les très riches y consentent. A l'image de Bill Gates, qui a cette formule éclairante : « Après quelques millions gagnés, le problème devient : comment les rendre ? » Le don devient une soupape de sécurité, un contre-feu pour vivre harmonieusement dans un monde global. A ne pas confondre avec le patriotisme. Adam Smith le percevait déjà avec cette formule : « Tout détenteur du capital est citoyen du monde. » Personnellement, je considère qu'il est légitime de payer ses impôts dans l'ordre dans lequel on agit et au bénéfice des gens dont on dépend.

**P.S.** Non. Il faut mettre en concurrence les systèmes fiscaux. Le pouvoir étatique est le seul monopole qui agit par la contrainte. Donc, en cas de spoliation excessive, il est souhaitable de pouvoir y échapper. A partir d'un certain niveau de prélèvements, des contribuables peuvent être considérés comme des esclaves fiscaux de la puissance publique, et leur seule voie de sortie est malheureusement l'exil. L'Etat s'est approprié la nation, et c'est lui qui manque de patriotisme en spoliant certains des plus talentueux. Au lieu de culpabiliser telle ou telle catégorie, il vaudrait mieux reprocher au percepteur de faire fuir les talents.

**J.L.S.S.** Situation inédite, me voici dans la position du modéré, et Pascal Salin, dans celle de l'extrémiste, avec son « escl-

« Pardon d'être si abrupt, mais cette théorie du ruissellement est une foutaise. Il n'y a pas assez de riches pour irriguer par leur train de vie tout le reste de la population. »

JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER



« A partir d'un certain niveau de prélèvements, des contribuables peuvent être considérés comme des esclaves fiscaux de la puissance publique. Leur seule voie de sortie devient l'exil. » PASCAL SALIN

vagisme fiscal ». Il faut distinguer les citoyens « prisonniers » de la loi fiscale – souvent les salariés et les retraités modestes – et ceux qui peuvent y échapper. N'oublions pas que tous ceux qui sont prospères n'ont qu'une idée en tête : voir leurs enfants étudier à l'étranger. A partir d'un certain niveau de confort, les citoyens aspirent à être « mondiaux ». Ce phénomène dépasse d'ailleurs largement la problématique fiscale. Il est civilisationnel.

#### Est-ce que, à l'image de notre président, les Français n'aiment pas les riches ?

**J.L.S.S.** Non, les riches indiffèrent les Français pour les deux tiers d'entre eux, disent les sondages. Le vrai pouvoir des riches, ce n'est pas leur fortune personnelle, mais leur position sociale : ils se retrouvent à la tête d'entreprises robustes, de pouvoirs puissants, de banques, de multinationales aux influences considérables sur le quotidien des citoyens. Et, malgré cela, les Français font bien davantage confiance aux entreprises qu'à la classe politique. Contrairement à une idée reçue, notre pays accepte le capitalisme.

**P.S.** Trop beau ! En fait la société française reste traversée par des jalousies permanentes, suscitées d'ailleurs par la puissance publique. « L'Etat, c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde », disait l'économiste libéral Frédéric Bastiat. L'Etat organise donc les rapports de force, et cela se fait au détriment des riches. Il suffit de voir l'impôt progressif [la proportion de taxes à acquitter croît avec le revenu] en hausse permanente, car une majorité de gens s'appuie sur une minorité – a fortiori la plus riche – pour payer à sa place. Même si les Français avaient moins d'agressivité à l'égard des plus riches, ils ne répugnent pas à les taxer toujours plus.

**J.L.S.S.** Mais il faut arrêter de faire croire à la spoliation des riches par les taxes. A partir d'un certain niveau de fortune, le taux d'impôt décroît grâce à des conseillers de fortune bien avisés.

**P.S.** Quand on ajoute le taux marginal sur le revenu à 45 %, la CSG, l'ISF, les droits de mutation et la TVA, on parvient à un taux de 80 % ou davantage. Comment appeler cela ?

#### Pour corriger les inégalités, vaut-il mieux l'impôt obligatoire ou la philanthropie ?

**J.L.S.S.** L'ONG Human Rights Watch, dont j'assure la

présidence en France, ne vit que des subsides individuels, puisqu'elle refuse les aides étatiques et même celles en provenance de multinationales peu respectueuses des droits sociaux. Je suis bien placé pour le dire, les Français ne donnent pas ou peu. Par tradition sociale-démocrate, ils considèrent que c'est à la puissance publique de faire l'effort de solidarité nationale. Au fond, l'essentiel est de pouvoir vivre dans un pays en harmonie sociale. Les pays scandinaves sont très fiscalisés, mais, à la différence de la France, ils croient aux vertus de la discussion et non à l'inévitabilité du conflit permanent.

**P.S.** La charité privée a beaucoup plus de valeur morale que la charité obligatoire, appelée impôt. La social-démocratie européenne ne fait que distribuer des privilèges, au nom de la correction des inégalités et, ce faisant, elle bride la création de richesse, les incitations à la prise de risque. Pour rompre ces privilèges, il faut une nuit du 4 Août libérale, et non agir pas à pas. Pour une raison simple : à chaque avantage rogné, même le plus petit, la population concernée se lève logiquement pour en contester le bien-fondé.

#### Peut-être que les riches ont gagné, mais est-ce pour toujours ? Peuvent-ils prolonger leur victoire ?

**J.L.S.S.** Les pouvoirs politiques en Occident – des Etats-Unis à l'Europe – s'installent dans une logique d'affaiblissement économique. La classe politique perd le pouvoir d'imposer ses vues, hormis dans les pays autoritaires, comme la Chine ou la Russie, et, à cet égard, la fascination des riches pour ces pays est intéressante. Dans les états démocratiques, les manettes ne répondent plus, et les plus riches en tirent profit grâce à leur liberté de mouvement mondiale, à l'absence d'adversaires, et à un pouvoir qui a perdu sa puissance de négociation. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, les bras de fer entre les Etats et l'argent tournent à l'avantage du second. Et cela va durer.

**P.S.** Mais non, les Etats gagnent les batailles. Voyez les 75 % d'impôt sur le revenu : après quelques ajustements, le pouvoir est parvenu à l'imposer. Et l'ISF survit malgré des amendements. Ce symbole politique en dit long sur la victoire du pouvoir coercitif.

#### Pour qui avez-vous voté en 2012 ?

**J.L.S.S.** Pour François Hollande. Par défaut.

**P.S.** Pour Nicolas Sarkozy. Par défaut.

© PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCK DEDIEU

